

L'eau un enjeu crucial pour le département

Un pacte social de l'eau pour le Gers peut-il être envisagé ?



L'eau un enjeu crucial pour le département

Sans eau, il n'y a pas d'agriculture, d'apiculture, de viticulture, d'arboriculture, il n'y a pas de tourisme fluvial, ni d'activités touristiques, nautiques et ludiques chères aux jeunes et moins jeunes ainsi qu'aux familles gersoises. Sans eau, il n'y a pas non plus de biodiversité y compris du sol, indispensable à toutes les activités agricoles, à la chasse et à la pêche. Cette interdépendance eau-biodiversité-agriculture est ainsi mise en évidence à chacune des sécheresses que nous subissons.

Le Gouvernement est depuis quelques années, pleinement mobilisé sur la sécurisation et la protection de nos ressources en eau. Des assises de l'eau ont eu lieu en 2018 et 2019 et ont conduit à une série de mesures pour rendre plus performants nos réseaux d'eau vieillissants, en facilitant notamment les investissements des collectivités locales pour le renouvellement des canalisations. Il a lancé le 28 mai le « Varenne Agricole de l'Eau et du Changement Climatique », qui a pour objectif, d'engager une réflexion collective et de construire des politiques durables pour la résilience du modèle agricole face aux aléas climatiques. Ce qu'aucune politique publique n'a jusqu'alors su entreprendre afin d'anticiper sur les conséquences de dérèglement climatique en particulier dans nos territoires.

Les rapports d'étude restent dans les cartons à l'image de celui de Philippe MARTIN, actuel Président du Conseil Départemental, datant de 2013, sur la gestion de l'eau en agriculture. Malgré son passage au ministère de l'écologie sous François Hollande, l'eau est restée un sujet à la marge de la politique agroécologique y compris dans le Gers. Nous payons aujourd'hui l'inaction et l'absence d'anticipation des politiques publiques et cela depuis plus de 20 ans.

Ce sujet, j'ai eu à cœur de l'aborder chaque fois que j'ai rencontré les ministres de la transition écologique tels que François de Rugy et Elisabeth Borne ou encore le ministre de l'agriculture Julien Denormandie, tous préoccupés par cet enjeu. Nous arrivons donc à un tournant qui préfigure des changements globaux dans la gouvernance de l'eau dans l'agriculture.

Plutôt que de laisser un tribunal décider de la gestion de l'eau dans nos territoires, j'appelle de mes vœux, comme l'a fait le conseil départemental du Tarn et Garonne par un accord historique entre agriculteurs et défenseurs de l'environnement, à mettre l'ensemble des acteurs du Gers autour de la table. Il me paraît essentiel de retrouver le chemin de la concertation pour trouver une solution acceptable à tous et se retrouver sur un même projet d'avenir.

Les assises de l'eau en Gascogne pourraient voir le jour rapidement, rassemblant experts, climatologues, naturalistes, comité de bassin, élus et consommateurs, agriculteurs et associations de protection de l'environnement. Objectif : définir une stratégie commune pour garantir une utilisation équitable des ressources en eau dans le Gers pour les 30 prochaines années, tout en tenant compte des revendications de l'ensemble des acteurs du département. Un pacte social de l'eau découlerait de ces assises locales et permettraient dans le même temps d'alimenter le Varenne national agricole de l'eau et du changement climatique. La transition écologique doit partir des territoires. Emparons-nous dès à présent de ce sujet majeur pour nos territoires, pour les générations actuelles et futures.

Bertrand GONTHIEZ